

# L'AP-HP réforme sa biologie

## L'enjeu : fusionner 200 services en 12 pôles

Sommée de faire mieux avec moins de moyens, la biologie de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) est à la veille d'une profonde restructuration. Les biologistes se disent prêts à soutenir le projet, à condition que les investissements soient à la hauteur.

LA BIOLOGIE de l'AP-HP, en quelques chiffres, c'est 2 milliards de B par an, 150 à 250 services répartis sur une trentaine d'hôpitaux, 4 500 équivalents temps plein (dont 3 500 sont médicaux). L'activité est dispersée, morcelée, cloisonnée. Et coûteuse : 400 millions d'euros de dépenses par an. La réorganisation semble inéluctable sous l'effet d'une double pression, financière, et réglementaire (l'ordonnance Ballereau impose un gros travail sur la qualité).

« On sent bien que la biologie est dans l'œil du cyclone. La mise en place des pôles n'a rien changé. Le nouveau plan stratégique de l'AP-HP va forcer les restructurations », résume le Pr Philippe Beaune, chef du pôle biologie à l'hôpital européen Georges-Pompidou (HEGP), et animateur du groupe de réflexion sur la biologie au sein de l'AP-HP.

Au pied du mur, les biologistes veulent à tout prix éviter la construction d'un laboratoire unique, une tour centrale en plein Paris qui traiterait l'ensemble des analyses du CHU. Peut-être le rêve de l'administration à moyen terme. « On n'acceptera pas de faire cir-



Les biologistes de l'AP-HP ne veulent pas d'un laboratoire unique

culer un tube qui doit être analysé dans les dix minutes, prévient le Pr Beaune. Puisque l'AP-HP forme désormais douze groupes hospitaliers, privilégions cette approche, et créons un seul pôle de biologie par groupe hospitalier. » L'orientation, présentée en conseil exécutif en mars, sera prochainement exposée aux organisations syndicales. La réorganisation de la biologie sera l'un des axes forts du futur plan stratégique de l'AP-HP, voté en juillet prochain.

**Injecter des moyens.** Regrouper les 150 à 250 services actuels en douze pôles de biologie rimera inmanquablement avec baisse des effectifs. « Nous pensons qu'il est possible de gagner en qualité et en délai de réponse tout en allégeant les effectifs, à condition d'investir dans la robotique, les transports, l'informatique, la mise aux normes, l'immobilier, estime le Pr Jean-Claude Petit,

président du comité consultatif médical de Saint-Antoine, et conseiller biologie au sein de la mission efficacité de l'AP-HP. Le président de la CME bataille actuellement avec la direction générale pour avoir ce soutien à l'investissement. Nous refuserons les coupes franches dans les équipements. »

Des exemples de regroupement à moindre échelle fonctionnent déjà, qui encouragent les biologistes sur cette voie. « Rien qu'à l'HEGP, il y a 7 ou 8 labos, expose le chef du pôle biologie, le Pr Beaune. L'arrivée de machines à haut débit nous fait évoluer. J'ai dépensé beaucoup de salive à convaincre les virologues de ne plus avoir leur propre machine. Déléguer la réalisation de ses actes techniques à une plateforme commune n'est pas facile : les virologues craignent une usine qui crache des chiffres. De même, les pharmacologues n'ont pas fa-

cilement accepté de déléguer le dosage des médicaments à une plate-forme commune. Ils craignent la disparition de leur discipline, et une baisse du service médical rendu. Avec deux ans de recul, la pharmacologie a conservé son rôle. Cela fait partie des pistes à étudier à l'échelle de l'AP-HP. »

D'accord pour mutualiser les moyens, disent en substance les biologistes de l'AP-HP. D'accord, également, pour booster l'activité, et tailler des croupières au privé en « captant » les examens de biologie prescrits lors des consultations externes. Mais pas à n'importe quel prix. « Seules les suppressions de postes médicalement justifiées seront acceptables », prévient le Pr Petit. « La recherche sur les biomarqueurs, nous y sommes très attachés. Il faut que nous puissions continuer », renchérit le Pr Beaune.

> DELPHINE CHARDON

### Les vœux du conseil de Paris

Deux milliards d'euros supplémentaires sur dix ans pour « sauver » l'AP-HP : c'est ce qu'a demandé le conseil de Paris lundi, à l'occasion d'une réunion mouvementée. Le maire de Paris a exigé l'abandon du plan de suppressions d'emplois. « L'enjeu est bien de sauver l'hôpital public de Paris et de son agglomération, a déclaré Bertrand Delanoë. L'AP-HP doit évoluer, c'est une évidence. (...) Mais on ne reformera pas l'hôpital contre les patients, contre les personnels, contre les médecins. » Socialistes, Verts et communistes demandent un moratoire sur les restructurations. Les élus UMP n'ont pas apporté leurs voix au vote. Jean-François Lamour a rappelé que le plan stratégique du CHU, à ce stade, n'est encore qu'un projet. Bernard Debré, quelque peu tiraillé, s'en est pris aux milliers de suppressions de postes programmées par la direction générale de l'AP-HP (« ce serait une erreur, une faute, un motif de révolte »), tout en critiquant les arguments de Bertrand Delanoë, qu'il a jugés « un peu courts », et « évidents ».